

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 138 (1993)
Heft: 6-7

Artikel: Vu de Belgrade, l'avenir des Balkans
Autor: Matic, Ljubomir
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345313>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Vu de Belgrade, l'avenir des Balkans

Par Ljubomir Matic¹

La désintégration de la Yougoslavie a créé de nouveaux rapports de forces dans les Balkans. C'est justement ce qui donne aux politiciens de Belgrade une chance d'obtenir le soutien de certains de leurs voisins, la Grèce et la Roumanie, qui sont, après la Turquie, les deux pays les plus puissants de la région. Ils tiennent compte de la position de la Bulgarie, qui, pour le moment, marque son intention de demeurer à l'écart de tout éventuel conflit; Sofia a aussi fait comprendre aux pays voisins, Turquie y compris, qu'il leur fallait s'abstenir de toute immixtion s'il devait en éclater un. Les milieux politiques de Belgrade interprètent cette attitude comme une crainte des Bulgares de se trouver à découvert et de payer leur impuissance militaire. On cite le chef de l'état-major général de l'armée grecque, selon lequel «il ne faudrait pas plus de douze heures à la Turquie pour écraser la Bulgarie».

La plateforme de l'orthodoxie

A tort ou à raison, Belgrade voit également une

chance dans le fait que Bulgares et Grecs craignent une intervention turque. Le Gouvernement d'Ankara, stimulé par la guerre en Bosnie-Herzégovine, s'est érigé comme le défenseur énergique des musulmans de cette république. Or, souligne-t-on à Belgrade, ce n'est pas là son objectif final; il vise à une «restauration dans des conditions nouvelles de l'Empire ottoman», à une domination turque «jusqu'au littoral adriatique». La réalisation d'un tel projet provoquerait un conflit inter-confessionnel, opposant orthodoxes et musulmans. Belgrade invite donc les pays orthodoxes des Balkans (Grèce, Roumanie et Bulgarie) à resserrer les rangs. La Macédoine, bien qu'elle comprenne une population à majorité orthodoxe, ne figure pas dans cette liste à cause de ses relations détériorées avec la Grèce et des doutes de ses dirigeants concernant la sincérité de la politique serbe.

Les déclarations de Turgut Ozal, incitant à «encercler la Serbie», ne mettent pas seulement en péril la nouvelle Fédération yougoslave, mais également l'en-

semble des orthodoxes des Balkans, parce que cet encerclement romprait leurs communications et servirait les desseins de l'Islam. Ainsi, les nouveaux rapports des forces dans les Balkans prennent une dimension religieuse. Vu l'intensité des hostilités en Bosnie-Herzégovine, qui découlent de l'opposition confessionnelle entre Serbes et Musulmans, le point de vue de Belgrade mérite une certaine considération.

L'orthodoxie n'est pas la seule base sur laquelle les dirigeants de Belgrade attendent des appuis. Tournant leurs regards vers la Roumanie et la Grèce, ils aiment à rappeler que la Serbie n'a jamais été en guerre contre ces deux pays et qu'elle a toujours bien copéré avec eux. Depuis sa création, en revanche, la Serbie, puis la Yougoslavie, se sont par quatre fois trouvées en état de belligérance contre la Bulgarie; dans les intervalles, les rapports ont été pour le moins tendus, et c'est un euphémisme. L'insistance avec laquelle Belgrade parle de cette amitié traditionnelle avec Athènes et Bucarest est sans doute exagérée; elle s'explique

¹ Si la Revue militaire suisse publie des textes émanant de journalistes serbes, ce n'est pas parce que sa rédaction prend position dans un conflit marqué dans tous les camps par une terrible «épidémie» de fanatisme et d'intolérance collectives, par d'innombrables violations des conventions internationales, par l'oubli de principes humanitaires les plus élémentaires. Ce faisant, elle prétend se démarquer des idées préconçues de la grande majorité des médias en Occident et donner à ses lecteurs des points de vue de Serbes qui tentent de se placer au-dessus de la mêlée (Note de la rédaction).



Belgrade, 6 avril 1993: Messieurs Mitsotakis et Milosevic se serrent la main avant leur entretien (Photo Vlada Dimitrijevic).

par le désir de s'assurer le soutien de ces gouvernements.

Les démêlés avec la Roumanie au sujet du Banat (la partie orientale de la Voïvodine) ne sont pourtant pas effacés des mémoires, ni le fait que Grecs et Serbes, luttant pour leur indépendance contre les Turcs, plus tard dans les deux guerres mondiales, n'ont presque rien fait les uns pour les autres.

L'ombre de la Turquie

Plus que la référence aux traditions, il importe de mettre en évidence les intérêts communs actuels, avant tout ceux de la Serbie et de la Grèce. L'isolation de la première cause à la seconde de graves dommages économiques que les partisans d'un «châti-

ment» de la Serbie n'ont ni la possibilité, ni peut-être l'intention de compenser. Les voies de transit vers les pays de la CEE permettent de se faire une idée des pertes grecques. Il y a aussi la question de la Macédoine, dans laquelle des habitants parlent le grec et le serbo-croate. La Serbie et la Grèce, chacune pour des raisons différentes, se sentent lésées par la proclamation de la souveraineté macédonienne.

Pour comprendre la position grecque, il suffit de se remémorer que les Macédoniens, depuis la création de leur république en 1945, dans le cadre de la Yougoslavie titiste, n'ont cessé de manifester des prétentions sur la Macédoine de l'Egée, qui fait partie de la Grèce, alors qu'ils se montraient plus modérés à propos de la partie de la Macédoine

(celle du Pirin), qui, après les guerres balkaniques de 1912 et 1913, s'est trouvée intégrée à la Bulgarie. Pour eux, le centre d'une Macédoine réunie ne pouvait être que Skopje.

A cause des graves différends, qui opposent depuis des années Athènes et Ankara, les avertissements yougoslaves contre le péril turc tombent en Grèce dans un terrain favorable. De toute façon, le désir de la Grèce de s'affirmer comme un leader dans la nouvelle constellation balkanique suffirait à susciter une forte rivalité avec la Turquie, indépendamment des différends de nature religieuse. A Athènes, on prétend que la Grèce est, économiquement, politiquement, même militairement, le pays balkanique le plus solide. Même si cela ne devait pas correspondre à la réalité, il suffit que les Grecs le croient ou qu'ils pensent du moins en avoir persuadé les autres, pour fonder des positions destinées à sauvegarder leurs ambitions de prééminence face aux Turcs, leurs concurrents les plus dangereux.

En Grèce, on est conscient que, sans la Serbie, plus exactement sans Slobodan Milosevic, il s'avérerait difficile de trouver une solution qui convienne à tous, donc qui aurait des chances d'être durable. La diplomatie grecque s'efforce de prouver sa force en contribuant à la recherche d'une telle solution par des contacts avec Belgrade.



Belgrade, 6 avril 1993: Au premier plan, deuxième personne depuis la gauche, Monsieur Mitsotakis. De face, troisième personne, Svetozar Stojanovic, conseiller spécial du président yougoslave, Radoje Kontic, président du Gouvernement yougoslave, Dobrica Cosic, président de la Yougoslavie (Photo Rade Prelic).

La politique roumaine

La Roumanie, avec moins d'arguments que la Grèce, ambitionne sinon une place de « locomotive », du moins une position de second. A Bucarest, on croit être les mieux qualifiés pour mener avec succès une action de pacification dans les Balkans. Le 7 mars 1993, le quotidien de Belgrade, *Politika*, considérait que les appréciations roumaines, « en dépit d'une approche sans doute constructive, sont inadéquates, parce que faussées par les problèmes de l'ex-république yougoslave de Macédoine et par la Turquie qui fait entendre trop de cliquetis d'armes. La Bulgarie croule sous ses revirements intérieurs, mais elle est aussi trop neutre dans la situation balkanique actuelle; personne ne compte sérieusement

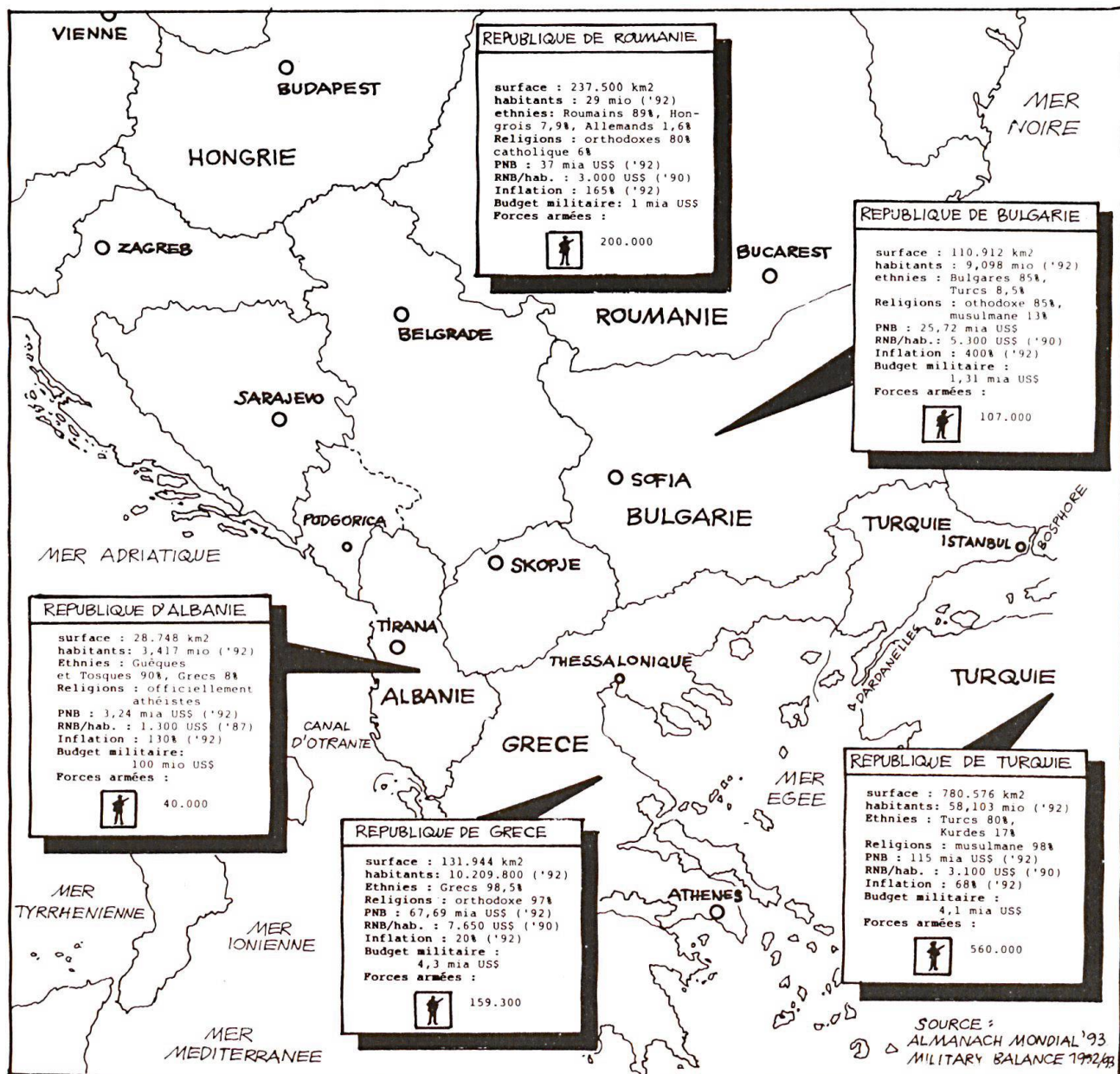
sur l'Albanie, par ailleurs trop engagée au Kosovo. La nouvelle Yougoslavie, pour des raisons évidentes, n'a que peu de marge de manœuvre. »

Persuadée du bien-fondé de ses réflexions, la Roumanie développe sans grand succès son initiative de règlement de la crise yougoslave, mais avec bien moins d'intensité que la Grèce. Faisant entendre qu'elle participe aux sanctions contre la Yougoslavie, parce qu'elle s'y trouve contrainte et qu'elle en souffre elle-même gravement, la Roumanie, à la satisfaction des deux gouvernements, maintient la porte ouverte avec Belgrade, dans l'espoir d'en retirer une fois quelque estime et un surcroît d'importance dans les relations internationales.

La perception roumaine de la position bulgare dans le dénouement de la crise yougoslave n'est pas entièrement correcte. A Belgrade, on pense que la Bulgarie a fait jusqu'ici la sourde oreille au souhait turc (la Turquie a-t-elle vraiment émis un tel vœu?) de voir s'y créer une sorte de corridor pour l'extension de son influence en direction de l'Ouest. Quoi qu'il en soit, aucun signe avant-coureur n'indique une division des Balkans en deux blocs, Turquie, Bulgarie, Macédoine et Albanie d'une part, de l'autre Grèce, Yougoslavie et Roumanie. Les intentions turques, ainsi que la position bulgare rendent une telle hypothèse invraisemblable.

Il n'est pas certain qu'un tel plan turc trouverait un écho favorable à Skopje. Coincée entre la Grèce, la Serbie et la Bulgarie, les dirigeants de cette ex-république yougoslave craignent peu la Turquie, géographiquement éloignée. Pourtant, la population, albanaise et musulmane, établie dans la partie occidentale de la république, cause, du fait de ses liens avec les Albanais du Kosovo, de graves problèmes que le soutien turc aux Albanais augmenteraient démesurément. Or, entre « le moindre mal » et l'adhésion à un bloc aux côtés de la Turquie, la voie est longue et dépend de nombreux paramètres.

Remplir le vide créé dans les Balkans par la désintégration de la Yougoslavie ne s'avère pas chose aisée



Carte publiée par Politika le 7 mars 1993.

ou dénuée de risques. L'évolution actuelle laisse penser que ce ne seront même pas les pays balkaniques qui feront la décision, mais l'Europe et la communauté mondiale,

persuadées qu'elles sont de la supériorité de leur jugement et que seule leur décision peut être garantie. S'il en allait ainsi, le travail des diplomates balkaniques s'en trouverait ré-

duit à néant et, avec lui, les espoirs serbes en un appui des pays voisins.

L. M.